



Le conflit israélo-palestinien se prête facilement à une interprétation religieuse, ou pour le moins ethnique. Il se déroule dans un lieu qui a été le berceau de grandes religions et que beaucoup appellent "Terre Sainte"; le sionisme est souvent présenté comme le "retour" du peuple juif dans la Terre Promise, et son argumentaire puise beaucoup dans le domaine des droits historiques, quand ce n'est pas carrément dans la promesse divine; Jérusalem est ville trois fois sainte, et la Palestine historique est parsemée de sites de pèlerinage.

L'omniprésence de la culture islamiste dans la conscience et la culture nationales arabes est, elle aussi lourde d'une confessionnalisation d'un conflit souvent présenté comme la libération d'une terre d'Islam, occupée par des infidèles.

A quoi on ne peut pas ne pas ajouter l'idée, sioniste elle aussi, de créer un "état juif", et une stratégie permanente de judaïsation qui n'a pas fait l'économie d'une guerre d'épuration ethnique en 1948. Un des plus grand mérites de Yasser Arafat est d'avoir, dans un tel contexte, fait tout ce qui est humainement possible pour maintenir le conflit Israélo-Palestinien dans sa dimension politique et non religieuse ou ethnique: une lutte de libération nationale pour l'indépendance, un combat anti-colonialiste pour un territoire et une souveraineté nationale.

A l'inverse, un des crimes les plus graves de l'ancien premier ministre israélien Ehoud Barak est d'avoir introduit le religieux dans les négociations, en revendiquant, au sommet de Camp David II, une souveraineté juive sur l'esplanade des mosquées de Jérusalem sur la base de considérations historico-religieuses. Cette revendication démente a, sans aucun doute, été l'une des causes principales de l'écroulement du processus d'Oslo. L'histoire dira si elle n'a pas été au ssi le détonateur d'une guerre des religions dans l'ensemble du Moyen-Orient, et d'un conflit islamo-juif à travers le monde entier.

Le conflit israelo-palestinien est un conflit politique entre un mouvement colonial et un mouvement de libération nationale. Le sionisme est une idéologie politique, et non religieuse, qui vise a résoudre la question juive en Europe par l'immigration en Palestine, sa colonisation et la création d'un etat juif.

C'est la définition qu'en ont toujours donnée ses instigateurs, de Herzl à Ben Gourion, de Pinsker à Jabotinsky, pour qui les concepts de colonisation (Hityashvuth) ou de colonies (Yishuv, Moshav) n'ont jamais été péjoratifs. Jusqu'à la montée du Nazisme, l'immense majorité des Juifs à travers le monde a rejeté le sionisme, considéré soit comme hérétique (position de la grande majorité des rabbins et des Juifs religieux) soit comme réactionnaire (position du mouvement ouvrier juif en Europe orientale), soit encore comme anachronique (positions des Juifs émancipés ou assimilés en Europe centrale et occidentale). En ce sens, l'antisionisme a toujours été perçu comme une position politique parmi d'autres, qui plus est, hégémonique dans le monde juif pendant près d'un demi siècle.

Ce n'est que depuis une trentaine d'années qu'une vaste campagne internationale tente, avec un succès indéniable, non pas de participer à la controverse sur l'opportunité du sionisme, l'analyse de sa dynamique et ses implications politiques et morales, mais de délégitimer l'antisionisme, en l'identifiant à l'antisémitisme.

Comme toute autre forme de racisme, l'antisémitisme (ou la judéophobie) rejette l'autre dans son identité et son existence. Quoi qu'il fasse, quoi qu'il pense, pour l'antisémite, le Juif est haïssable, jusqu'au massacre, par le seul fait d'être Juif. L'antisionisme par contre, est une critique politique d'une idéologie et d'un mouvement politiques; il ne s'attaque pas à une communauté, mais remet en question une politique. Comment alors identifier une idéologie politique, l'antisionisme avec une idéologie raciste, l'antisémitisme?

Un groupe d'intellectuels sionistes européens vient de trouver la solution, en faisant intervenir l'inconscient et un concept passe-partout qu'ils nomment "le glissement sémantique". Quand on dénonce le sionisme, voire quand on critique Israël, on a, parfois inconsciemment, comme objectif non pas la politique d'un gouvernement (le gouvernement Sharon) ou la nature coloniale d'un mouvement politique (le sionisme) ou encore le racisme institutionnel d'un état (Israël), mais les Juifs. Par glissement sémantique, quand on dit: "les bombardement de populations civiles sont des crimes de guerre" ou "la colonisation est une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève", on dit en fait "le peuple juif est responsable de la mort du Christ" et "mort aux Juifs !".

Evidement, on ne peut rien répondre à un tel argument, car toute réponse sera, inconsciemment peut-être, une apologie de l'antisémitisme. L'argument du glissement sémantique et l'utilisation de l'inconscient dans la polémique politique met, par définition, fin à toute possibilité de débat, quel que soit le sujet d'ailleurs. La dénonciation du colonialisme est en fait un rejet de l'Anglais

(ou du Français ou de l'Allemand, selon le cas), de sa culture de son existence.

L'anticommunisme non plus n'existe pas, c'est un glissement sémantique de la haine des Slaves. Si je dis "je n'aime pas le cambembert", je pense en fait "mort aux Français!"; quand j'affirme apprécier la musique Yiddish, je dis, par glissement sémantique, que je hais les Arabes.

L'antisémitisme existe, et semble, en Europe, relever la tête, après un demi-siècle de non-dit faisant suite aux horreurs du judéocide nazi et aux crimes de la collaboration. Dans une partie croissante des communautés arabo-musulmanes en Europe, des généralisations racistes accusent, sans distinction, les Juifs des crimes commis par l'Etat juif et son armée.

L'antisémitisme se trouve d'ailleurs souvent au sein même du camp qui soutient inconditionnellement la politique israélienne, comme par exemple uner partie de ces sectes protestantes intégristes qui, aux USA, constituent le veritable lobby pro-israélien.

Le racisme anti-arabe existe également, même si les média donnent moins de visibilité aux exactions du Beitar et de Ligue de Défense Juive contre des institutions musulmanes ou des organisations qui s'opposent à la politique de colonisation israélienne, aux slogans racistes anti-arabes qui couvrent certains quartiers de Paris ("Mort aux Arabes", "Pas d'Arabes pas d'Attentats") et aux ratonnades organisées par descommandos sionistes.

Les racismes anti-arabe et anti-juif doivent être condamnés et combattus, sans concession, et l'on ne peut le faire avec efficacité que si l'on mène les deux combats de front, faute de quoi, on ne fait que renforcer l'idée, fortement répandue, que derrière la dénonciation d'une seule forme de racisme on attaque en fait une communauté. Ceux qui dénoncent les actes antisémites, réels ou fruits de "glissements sémantiques", mais ne disent rien des exactions anti-arabes portent une part de responsabilité dans la communautarisation des esprits et dans le renforcement de l'antisémitisme, car ce n'est pas le racisme, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, qu'ils combattent, mais uniquement le racisme de l'autre.

Ce ne sont certainement pas eux, les Tarnero, Lanzman et autres Taguieff, qui ont le droit de faire la leçon aux militants de la gauche radicale et du mouvement contre la mondialisation marchande, qui depuis toujours, ont été à la pointe de tous les combats anti-racistes, et n'en ont jamais déserté aucun.

Mais allons plus loin. Une part importante de responsabilité du phénomène de glissement d'une critique à la politique israélienne à des attitudes antisémites, repose sur les épaules d'une partie

des dirigeants, souvent auto-proclamés, de communautés juives en Europe et en Amérique du Nord. En effet, ce sont eux qui, souvent, identifient la communauté juive toute entière à une politique - celle du soutien inconditionnel aux dirigeants israéliens. Quand, comme ça a été le cas à Strasbourg, ils appellent à manifester leur soutien à Sharon sur le parvis d'une synagogue, comment s'étonner alors que la synagogue soit prise comme cible dans les manifestations contre la politique israélienne?

Et que dire de ces dirigeants communautaires qui, en France, "comprennent" la victoire de Le Pen et "espèrent que cela fera réfléchir la communauté arabe locale"? Ne peut-on pas voir dans une telle attitude une complaisance avec le porteur principale des idées racistes - donc antisémites aussi - en France? Complaisance qui continue la collaboration de certaines organisations d'extrême droite, comme le Beitar, avec des groupes fascistes et antisémites comme Occident, dans les années soixante-dix. Il ne s'agit plus simplement de glissement sémantique mais bel et bien de collusion.

La politique israélienne est largement critiquée à travers le monde, et plus l'Etat Juif agira hors du droit, plus il sera considéré comme hors-la-loi, et en paiera le prix. Il est totalement inacceptable et irresponsable que les intellectuels juifs qui affichent une identification absolue avec Israël ainsi que les dirigeants des communautés juives à travers le monde entraînent ces dernières dans la course vers l'abîme où mènent Ariel Sharon et son gouvernement.

Au contraire: s'ils étaient animés par un véritable sentiment de responsabilité face à la communauté dont ils se revendiquent, ils feraient leur possible pour se démarquer des actes barbares de l'état israélien, et des conséquences dramatiques que ces actes vont tôt ou tard entraîner pour l'existence même d'une existence nationale hébreue au Proche Orient.

Ce faisant, ils feraient également preuve de responsabilité face à la communauté juive d'Israël : au lieu de caresser le jusqu'aboutisme israélien dans le sens du poil, de contribuer à l'aveuglement suicidaire croissant de sa direction et de sa population et de hurler, comme Lanzman "avec Israël toujours, et inconditionnellement", ne feraient-ils pas mieux de servir de garde-fous et de mettre en garde Sharon et son gouvernement contre les conséquences catastrophiques de leur politique? Sont-ils à ce point aveugles pour ne pas voir que l'impunité dont jouit Israël aux yeux de certains courants politiques et philosophiques, en Europe et en Amérique du Nord, n'est que l'autre face de l'antisémitisme et de son argumentaire sur la "spécificité juive".

Sont-ils à ce point stupides pour ne pas comprendre que pour beaucoup de soit-disant amis d'Israël, la politique de laissez-aller-laissez-faire vis à vis de l'Etat juif est l'expression d'un cynisme qui veut voir les Juifs se jeter, droit dans le mur? Et qu'au contraire, ce sont ceux qui critiquent, et parfois durement, Israël qui ont véritablement à coeur la vie et la survie de sa population?

Ariel Sharon, ses ministres, ses généraux, ses juges et une partie de ses soldats seront un jour traduits devant la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre, voire pour crimes contre l'humanité. Pour que ce ne soit pas la population israélienne toute entière qui soit mise au ban des accusés, il y a, en Israël, des milliers d'hommes et de femmes, de civils et de militaires, qui disent "non", qui résistent et se mettent en dissidence.

Pour protéger les Juifs du monde d'une accusation de co-responsabilité, pour couper court à la propagande antisémite qui en instrumentalisant la souffrance des Palestiniens veut culpabiliser tout juif en tant que tel, pour faire barrage au danger réel de communautarisation des enjeux du conflit israélo-palestinien, il est impératif que s'entende, dans les communautés juives, une voix puissante et ferme qui dise, comme l'exprime le nom d'une organisation juive américaine agissant en ce sens: "Pas en notre nom!".

C'est évidemment aussi le devoir des forces démocratiques et de gauche à travers le monde que de dénoncer, sans concession aucune, les crimes d'Israël, non seulement parce que la défense des opprimés et des colonisés, où qu'ils soient, est une partie intégrale de leur programme et de leur philosophie, mais aussi parce que seule une position claire et cohérente avec les autres combats qu'ils mènent, peut leur permettre de lutter contre la communautarisation et le racisme dans leurs propre pays.

Se laisser terroriser par le chantage à l'antisémitisme, se taire pour ne pas prêter le flan à des accusations de "collusion avec l'antisémitisme" voire d'"antisémitisme inconscient", ne peut, en dernière analyse, que faire le jeu des antisémites véritables, ou pour le moins des confusions identitaires et des réflexes communautaristes. La vraie gauche, anti-raciste et anti-colonialiste, n'a pas à faire la preuve de son engagement dans le combat contre la peste antisémite. Elle sera d'autant plus efficace dans la poursuite de ce combat, que ses positions sur les crimes de guerre d'Israël et sa politique de colonisation seront claires et sans ambiguïté.